

révolutionnaires à grand angle. Ces petites fusées pourraient fonctionner sans l'aide des capteurs et des systèmes de communications montés sur satellite qui ajoutent au coût et à la complexité de systèmes spatiaux actuellement à l'étude. En outre, elles seraient moins à la merci des contre-mesures. Dès qu'elles repèreraient un tir de missiles ennemis, les fusées se rueraient sur leurs cibles pour les détruire pendant la phase lente du vol, à savoir celle de la propulsion. Selon le chef sortant du programme IDS, M. James Abrahamson, le programme «*Brilliant Pebbles*» coûterait environ 25 milliards de dollars US, soit largement moins que tout autre système important ayant été mentionné jusqu'ici dans le cadre de l'IDS.

Cependant, hormis les objections familières, les critiques ont présenté un argument nouveau. Il se peut que ces fusées «au QI élevé» soient assez rapides pour intercepter les missiles soviétiques actuels pendant la phase de propulsion, mais selon certains scientifiques, elles seraient

facilement déjouées si les Soviétiques fabriquaient des propulseurs à combustion rapide dont les moteurs n'aurait besoin de tourner que pendant soixante secondes, voire moins. Le nouvel argument est la pollution de l'espace. Des dizaines de milliers de nouveaux objets accroîtraient énormément les risques de collisions, et la destruction accidentelle de satellites ajouterait à la ferraille déjà présente là-haut.

Les systèmes anti-satellites (ASAT) – Les cousins de province

■ Dans son dernier rapport au Congrès, le secrétaire d'État sortant à la Défense, M. Frank Carlucci, fait l'apologie des armes anti-satellites. «... une gamme complète de moyens ASAT est essentielle, a-t-il déclaré, si nous voulons empêcher les Soviétiques d'employer au détriment de nos forces des systèmes spatiaux hostiles.» Les armes anti-satellites paieraient rapidement de retour les recherches menées dans le cadre de l'IDS, puisque beaucoup d'armes actuellement mises au point

en tant que systèmes ABM potentiels seraient efficaces contre les satellites, alors qu'elles risqueraient de ne pas l'être contre des missiles. Les États-Unis dépendent grandement de satellites pour les communications militaires, l'alerte rapide et la navigation, ainsi que pour les utilisations civiles.

Pour cette raison, les avantages d'une course aux systèmes ASAT avec l'Union soviétique seraient mitigés. Alors que M. Carlucci et le Pentagone insistent sur la nécessité de réorienter certains projets de la Guerre des étoiles pour construire des systèmes anti-satellites, d'autres font valoir que la meilleure protection serait de négocier une interdiction de ces derniers. La plupart des satellites américains sont placés en orbite haute et, pour le moment, hors de portée des systèmes ASAT soviétiques élémentaires. Au centre du débat se trouve le nouveau conseiller en matière de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, co-auteur d'un rapport récent qui recommande une interdiction des systèmes ASAT déployés en haute altitude, afin d'assurer aux deux camps une capacité d'alerte et de communication en cas de conflit nucléaire.

L'OTAN : la crise de la quarantaine

■ On se rappellera le quarantième anniversaire de l'OTAN en mai surtout à cause de la querelle interne sur les forces nucléaires à courte portée (FNC). La controverse ne cesse de s'amplifier depuis la signature du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) qui supprime les missiles ayant une portée de 500 à 5 000 km. Pour l'OTAN, cela laisse en place diverses armes nucléaires pouvant être montées sur des avions, des missiles de croisière mer-sol, ou des missiles sol-sol *Lance* (engins de courte portée). Après la signature du Traité sur les FNI, les États-Unis, avec le ferme soutien du premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, entendent donner au missile *Lance* un successeur qui serait doté d'une ogive plus précise et à plus longue portée, soit environ 450 km. Ce nouveau missile serait déployé graduellement, vers 1995, quand le missile *Lance* arrivera à la fin de sa vie utile.

Toutefois, avant de donner le feu vert aux recherches, les États-Unis veulent obtenir l'appui de l'Allemagne fédérale. Confronté à un électorat pleinement conscient que les FNC sont destinées à servir en sol allemand, le chancelier Helmut Kohl s'est refusé à tout engagement en ce sens. Face à des Allemands de l'Ouest de plus en plus favorables à des négociations sur les FNC avec les Soviétiques, M. Kohl espère remettre la décision jusqu'après l'élection de 1990 afin de limiter les dégâts électoraux qu'il subirait en appuyant la position américaine.

Nouvelles visions européennes

■ Faisant écho à l'URSS qui appelait de ses vœux une «maison européenne», le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, se posait en premier partisan de cette nouvelle philosophie. En avril, il a décrit dans une allocution sa vision d'une nouvelle Europe :

L'objet est de démilitariser et de désidéologiser les relations Est-Ouest et, en même temps, de multiplier et de renforcer les éléments de coopération. Un ordre pacifique en Europe ... dans lequel les nations peuvent vivre sans se craindre les unes les autres, et où elles peuvent choisir leur propre régime politique et social, n'est plus une simple vision ...

Pendant ce temps, au début du mois d'avril, dans le pays qui donne son nom au Traité de Varsovie, les dirigeants politiques polonais de toutes tendances se retrouvaient pour une «table ronde» historique. Aux termes de l'accord qui en a résulté, les Polonais seront appelés aux urnes au mois de juin. Trente-cinq pour cent des sièges de la Chambre basse sont ouverts aux suffrages (le parti communiste au pouvoir a la mainmise sur le reste) ainsi que tous ceux de la Chambre haute. Le gouvernement, même s'il ne peut perdre le pouvoir, devrait essayer de sérieux revers au cours de ces élections. Bien qu'elle entende rester dans le Pacte de Varsovie, la Pologne cherche à participer davantage aux discussions paneuropéennes sur la sécurité. En particulier, le gouvernement souhaite que soit établi en Pologne un centre européen de réduction des risques de guerre où seraient centralisées toutes les informations sur les forces présentes en Europe et sur leurs mouvements. □

— DAVID COX

95,6 millions de dollars, ou 0,9 p. 100, par rapport aux prévisions de dépenses de 1988. Cela représente une réduction de 575 millions par rapport au budget attendu pour 1989-1990, lequel devait, aux termes du Livre blanc, accorder une augmentation de 3,3 p. 100 pour compenser l'inflation, en plus des 2 p. 100 annuels. Le gouvernement a déclaré que le budget de défense baisserait de 2,74 milliards de dollars au cours des cinq ans à venir, mais que pour l'exercice 1993-1994, soit à la fin de la période de réduction du déficit, il retrouvera le niveau de financement auquel il serait parvenu en vertu de la formule énoncée dans le Livre blanc (taux de croissance réelle de 2 p. 100 par an).

Ce revirement politique bouleverse la plupart des principaux programmes d'armement. Le programme des sous-marins nucléaires a été abandonné, ce qui met en suspens le programme de remplacement des trois vieux sous-marins de la classe *Oberon* qui arrivent à la fin de leur vie utile. L'achat d'avions CF-18 de remplacement a été annulé, tout comme l'acquisition d'avions supplémentaires de patrouille maritime à grande autonomie. Le nombre des nouveaux chars pour les Forces canadiennes en Europe est réduit de moitié, et leur acquisition reportée au-delà de la date où, selon le Livre blanc, il faudrait rapatrier nos troupes, faute d'équipement approprié. L'achat de 820 véhicules tous terrains pour la Milice est coupé de moitié au moins, ce qui laisse supposer que les renforcements importants qu'il était prévu de fournir à cette dernière seront probablement moindres eux aussi, sinon abandonnés. Alors qu'en 1988, les effectifs militaires se sont accrus de 1 174 personnes, conformément à la promesse que le gouvernement avait faite de les augmenter, les nouvelles mesures préconisent une réduction de 2 500 personnes. Enfin, quatorze bases militaires seront fermées ou ramenées à des tailles moins considérables au Canada.

Dans les prévisions budgétaires de la Défense, on peut lire que, malgré les baisses du financement à court terme, le Livre blanc reste un exposé précis de la politique de défense canadienne et de l'objectif que le gouvernement compte atteindre. Il n'y aura donc pas de révision officielle du Livre blanc, même si les réductions budgétaires en ont miné les principales propositions.